

TABLE DES MATIÈRES

1

Le point sur le tribunal de la famille 9

Didier Pire

*maître de conférences à l'U.Lg.
avocat*

Introduction 10

1. Pour une lecture pragmatique et téléologique du droit judiciaire familial 10

Section 1

Compétence matérielle 11

2. Matières familiales au sens strict 11
3. Droit patrimonial de la famille 12
4. Interdiction temporaire de résidence 12
5. Allocations familiales 12
6. Appel en matière de protection de la personne des malades mentaux 13
7. Autres 13
8. Concubins (cohabitants de fait) – Incompétence du T.F.J. – Constitutionnalité 14
9. Concubins – Caractère limité de l'exclusion 15
10. Renvoi pour connexité ou litispendance 16
11. Référé présidentiel 16

Section 2

Compétence territoriale 17

12. Généralités 17

A. *Affaires anciennes* 17

13. Le texte 17
14. Champ d'application *rationae personae* et *materiae* 17
15. Règle d'ordre public 18
16. Droit transitoire 18

B. *Affaires nouvelles – Première hypothèse : la demande est relative uniquement ou notamment à l'autorité parentale, l'hébergement et les obligations alimentaires à l'égard d'un enfant mineur* 19

17. Le texte 19
18. Le domicile judiciaire de l'enfant comme facteur de rattachement principal 19
19. Critique 20
20. La résidence habituelle du mineur comme facteur de rattachement subsidiaire 21
21. Pluralité d'enfants 21
22. Champ d'application 21
23. Demandes introduites dans le même acte que les demandes relatives à l'autorité parentale, l'hébergement et les obligations alimentaires à l'égard d'un enfant mineur 22

C. Affaires nouvelles – Seconde hypothèse: la demande ne porte ni sur l'autorité parentale, ni sur l'hébergement ni sur les obligations alimentaires à l'égard d'un enfant mineur	23
24. Pension alimentaire hors litige avec enfants.....	23
25. Règles spéciales.....	23
26. Autres demandes.....	23
D. Dérogations	24
27. Convention contraire des parties – Règle impérative.....	24
28. Dérogation judiciaire.....	24
29. Critique.....	25
30. Le juge peut-il conserver un dossier mal introduit mais qui devrait lui revenir dans l'intérêt de l'enfant?.....	25
31. Rôle du tribunal d'arrondissement.....	26
32. Application nuancée de l'article 660 du Code judiciaire.....	26

Section 3

Procédure	26
A. Introduction de la demande	26
33. Citation et requête.....	26
34. Droits de greffe.....	28
35. Cas particulier du divorce pour désunion irrémédiable.....	28
36. Demandes par conclusions?.....	29
B. Le dossier familial	30
37. Le texte.....	30
38. Champ d'application.....	31
39. Unicité du tribunal ou du juge?.....	31
40. Dossier protectionnel.....	32
41. Problème d'impartialité?.....	32
C. Médiation et conciliation	33
42. Informations quant à la médiation.....	33
43. Conciliation – Chambre de règlement à l'amiable.....	33
44. Chambre de règlement à l'amiable – Rôle actif du juge.....	34
45. Chambre de règlement à l'amiable – Confidentialité.....	35
46. Autres mécanismes visant à favoriser les accords.....	35
D. Comparution des parties	36
47. Le mécanisme.....	36
48. Sanctions.....	37
E. Les mesures urgentes	38
49. Urgence invoquée.....	38
50. Urgence réputée.....	38
51. Mesures envisagées.....	39
52. Mesures provisoires dans le cadre de la liquidation partage.....	40
53. Résidences séparées.....	41
54. Délégation de sommes.....	41
F. Saisine permanente	41
55. Notion.....	41
56. Appel.....	42
57. Pas de limite dans le temps.....	42
58. Champ d'application.....	43

G. Les éléments nouveaux	43
59. Mode de saisine simplifié en cas d'éléments nouveaux	43
60. Pas de nouveau droit de mise au rôle même en cas de nouvelle citation	43
61. Définition des éléments nouveaux	43
62. En matière alimentaire	44
63. En matière d'hébergement d'enfants	44
64. Abus de procédure.....	45
65. Difficultés d'application entraînées par une interprétation <i>a contrario</i> injustifiée ...	45
H. Audition des mineurs	45
66. Généralités	45
67. Mineurs de moins de 12 ans	46
68. Mineur de 12 ans et plus	46
69. Exception : audition précédente.....	47
70. Audition proprement dite.....	48
71. Rapport du juge	49
72. Valeur du rapport.....	50
I. Notification des décisions ?	50
73. Le texte.....	50
74. Critique	51
J. Exécution provisoire	51
75. Le texte.....	51
76. État des personnes.....	51
77. Droit transitoire.....	51
 Section 4	
Effets des décisions du tribunal de la famille	52
78. Effet des décisions prises par le tribunal de la famille avant le divorce	52
79. Effet des décisions prises par le juge des mesures urgentes sur la liquidation-partage	53
80. Effet dans le temps des décisions prises par le juge des mesures urgentes quant	
aux biens des époux.....	54
81. Effets des décisions en matière de cohabitation légale.....	55
 2 	
Filiation et Cour constitutionnelle	57
Nathalie Massager <i>professeur à l'U.L.B.</i> <i>avocate</i>	
Jehanne Sosson <i>professeur à l'UC.L.</i> <i>professeur invité à l'Université Saint-Louis-Bruxelles</i> <i>avocate</i>	
Ligne du temps: recadrage	58
 Section 1	
Possession d'état: so what ?	65

A. <i>Cadre légal</i>	65
B. <i>Jurisprudence de la Cour constitutionnelle</i>	67
1. Chaîne d'arrêts.....	67
2. La théorie des verrous.....	68
C. <i>État des lieux</i>	70
D. <i>Pistes de réflexion</i>	72
Section 2	
Délais: la jurisprudence qui donne des ailes, ou pas.....	73
A. <i>Cadre légal</i>	73
B. <i>Jurisprudence de la Cour constitutionnelle</i>	76
1. Violation ou non-violation: quels critères?.....	82
2. L'action de la mère en contestation de la paternité du mari.....	87
C. <i>État des lieux</i>	88
D. <i>Pistes de réflexion</i>	91
Section 3	
Vice de consentement: vice de raisonnement?.....	92
A. <i>Cadre légal</i>	92
B. <i>Jurisprudence de la Cour constitutionnelle</i>	93
C. <i>État des lieux</i>	96
D. <i>Pistes de réflexion</i>	97
Section 4	
Intérêt de l'enfant: lorsque le mieux est l'ennemi du bien.....	97
A. <i>Cadre légal</i>	97
B. <i>Jurisprudence de la Cour constitutionnelle</i>	99
C. <i>État des lieux</i>	101
1. Légitimité sociale.....	103
a) Relativité du verdict social.....	103
b) Inadéquation d'un verdict définitif dans une matière non évolutive.....	104
2. Légitimité juridique.....	104
a) Contrôle ponctuel.....	105
b) Discrimination homme/femme.....	108
c) Établissement judiciaire/établissement volontaire.....	109
d) Déficit de méthode.....	109
D. <i>Pistes de réflexion</i>	113
<i>Conclusion</i>	113

3

Familles sans frontières : le droit international
privé des familles entre libéralisme et rigueur 123

Patrick Wautelet
professeur ordinaire à l'U.Lg.

Introduction 124

Section 1

Le droit familial international « d'en haut » 124

A. *Développements législatifs* 125

1. La circulation des documents 128

2. La protection des enfants : l'entrée en vigueur de la Convention
de La Haye de 1996 131

B. *Les développements de la jurisprudence européenne en matière
de contentieux familial* 139

1. Précisions européennes sur le champ d'application du Règlement
Bruxelles IIbis 141

2. De quelques éclaircissements à propos des règles européennes de compé-
tence en matière de responsabilité parentale 144

3. Premières précisions européennes à propos du Règlement Aliment 157

Section 2

Le droit familial international « d'en bas » 161

A. *Le spectre de la simulation : mariage et filiation internationaux sous
la loupe de la fraude* 163

B. *Pratiques administratives restrictives* 173

1. La présomption de paternité et les couples séparés de fait en raison
de la barrière migratoire 174

2. L'envahissante légalisation ou l'extension progressive du contrôle
des documents étrangers 177

3. L'intervention des autorités consulaires dans la pratique familiale 183

En guise de conclusion 187

4

Les aliments: obligation d'entretien, de formation et d'éducation des enfants..... 189

Sophie Louis

*substitut du procureur du Roi de Liège
collaboratrice scientifique à l'U.Lg.*

Introduction..... 190

Section 1

Contenu et montant..... 190

A. *Obligation alimentaire étendue*..... 190

B. *Obligation d'ordre public*..... 190

C. *Facultés des parents*..... 191

1. Définition..... 191

2. Remboursement d'impôts..... 192

3. Avantages (en nature) – Contenu et comptabilisation..... 192

4. Revenus occultes ou virtuels..... 193

5. Exclusion du capital..... 195

6. Participation du nouveau conjoint aux charges..... 196

7. Prise en compte des charges..... 197

a) Principes..... 197

b) Obligations alimentaires à l'égard d'autres enfants..... 198

D. *Montant – Convention sous seing privé – Lésion qualifiée*..... 199

E. *Variabilité*..... 200

1. Principes..... 200

2. Motifs..... 200

3. Conventions préalables à divorce par consentement mutuel..... 201

a) Motifs..... 201

b) Méthode..... 202

Section 2

Frais extraordinaires..... 203

A. *Définition*..... 203

1. Liste..... 203

2. Forfait..... 204

B. *Frais d'internat*..... 205

C. *Accord préalable de l'autre parent*..... 206

1. Principes..... 206

2. Modalités..... 207

Section 3

Durée	208
A. <i>Demande rétroactive</i>	208
B. <i>Terme</i>	210
1. Principes	210
2. Fin de la formation	212
3. Stage d'attente au chômage	212

Section 4

Mode de calcul: Obligation spéciale de motivation	213
A. <i>Généralités</i>	213
B. <i>Carence des parties</i>	214
C. <i>Paramètres de l'article 1321 du Code judiciaire</i>	216
1. Les frais ordinaires constituant le budget de l'enfant ainsi que la manière dont ces frais sont évalués	216
a) Méthode empirique	216
b) Méthode objective	217
2. Les modalités d'hébergement de l'enfant et la contribution en nature de chacun des père et mère à l'entretien de l'enfant suite à cet hébergement	217
a) Évaluation	217
b) Hébergement égalitaire	218
3. Le montant des allocations familiales et avantages sociaux et fiscaux de tous types que chacun des père et mère reçoit pour l'enfant	219
4. Fixation de la part contributive	221
5. Les circonstances particulières de la cause prises en considération – Revenus de l'enfant	222

Section 5

Modalités	223
A. <i>Exécution en nature</i>	223
B. <i>Compte-enfant</i>	224
1. Opportunité	224
2. Titularité de la créance	224
C. <i>Indexation</i>	225
D. <i>Commission des contributions alimentaires</i>	225

Section 6

Procédure et exécution	226
A. <i>Interprétation</i>	226
B. <i>Délégation de sommes</i>	226
1. Applicabilité	226

2. Délai de recours	227
C. <i>Saisissabilité</i>	228
D. <i>Fiscalité</i>	228

5

La pension après divorce – Chronique de jurisprudence..... 231

Nathalie Dandoy
professeur à l'U.C.L.

<i>Introduction</i>	232
---------------------------	-----

Section 1

Les conditions d'octroi	232
A. <i>Les conditions d'octroi – La notion de besoin au sens de l'article 301, § 2, du Code civil</i>	233
B. <i>Les conditions d'octroi – La faute grave</i>	234
1. L'abandon de la résidence conjugale	235
2. L'adultère	236
3. les violences conjugales	237
4. Autres faits constitutifs de fautes graves	238
C. <i>Les conditions d'octroi – le besoin créé au sens de l'article 301, § 5</i>	239

Section 2

Le montant	239
A. <i>L'évaluation du montant de la pension</i>	239
1. Les objectifs de la loi	239
a) Le texte de l'article 301 du Code civil	239
b) L'arrêt de la Cour de cassation du 12 octobre 2009	240
c) L'arrêt de la Cour de cassation du 6 mars 2014	241
2. Appréciation du « besoin » du créancier et de la « dégradation de sa situation économique » par la jurisprudence	243
a) La dégradation de la situation économique résultant du <i>mariage</i> et de l'organisation des époux au cours de la vie commune	243
i) EXISTENCE D'UNE DÉGRADATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE	244
ii) PRISE EN COMPTE DE LA DÉGRADATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE RÉSULTANT DU MARIAGE ..	246
b) La dégradation de la situation économique résultant du <i>divorce</i>	247
c) Proposition pour une prise en compte de la « dégradation significative de la situation financière du bénéficiaire »	248
3. Appréciation des revenus et possibilités des parties	250
a) Évaluation des revenus	250
b) Revenus postérieurs à la séparation	251
c) Facultés professionnelles dans le chef du créancier	251

d) Facultés professionnelles dans le chef du débiteur	252
e) Valorisation de biens mobiliers ou immobiliers	252
4. Appréciation des charges des parties	253
a) Charges de logement	253
b) Contributions alimentaires	253
c) Entretien d'autres personnes	255
5. Les méthodes de calcul appliquées en jurisprudence	255
6. Prise en compte des conséquences fiscales liées à l'imposition et à la déduction des pensions alimentaires	257
B. <i>Les modalités de paiement de la pension</i>	257
1. L'occupation gratuite d'un immeuble	257
2. La constitution d'une garantie	258
<u>Section 3</u>	
La durée de paiement	258
<u>Section 4</u>	
La pension alimentaire fixée dans des conventions de divorce par consentement mutuel	259
<i>Conclusions</i>	261

6

Le droit pénal au secours ou en marge du droit civil de la famille?

Adrien Masset
professeur extraordinaire à l'U.Lg.
avocat

Géraldine Falque
assistante à l'U.Lg.
avocate

Elodie Jacques
assistante à l'U.Lg.
avocate

<i>Introduction</i>	265
---------------------------	-----

Section 1

Les infractions liées à la garde et aux soins des enfants	265
A. <i>Les crimes et délits en matière d'adoption</i>	265
1. Le champ d'application et les objectifs des dispositions pénales	266
2. La violation des normes en matière d'adoption par l'adoptant (art. 391quater)	266

3. La violation des normes en matière d'adoption par un tiers (art. 391quinquies).....	267
B. <i>L'enlèvement et la non-représentation d'enfant</i>	267
1. Les éléments constitutifs.....	268
a) Les éléments matériels.....	268
i) UNE DÉCISION DE JUSTICE.....	268
ii) UNE TRANSGRESSION DE LA DÉCISION DE JUSTICE.....	270
iii) LA QUALITÉ DE PÈRE OU MÈRE.....	271
b) L'élément moral: le dol général.....	272
2. Les moyens de défense du prévenu.....	272
a) L'état de nécessité.....	272
b) Le refus de l'enfant.....	274
3. Les peines.....	275
a) Quant à la non-représentation d'enfant en Belgique.....	275
b) Quant au fait de cacher l'enfant ou de l'emmener à l'étranger.....	276
C. <i>Le délaissement et l'abandon d'enfants ou d'incapables dans le besoin</i>	277
1. Le délaissement de mineur ou d'incapable.....	277
a) Les éléments constitutifs.....	277
i) LES ÉLÉMENTS MATÉRIELS.....	277
ii) L'ÉLÉMENT MORAL: LE DOL GÉNÉRAL.....	278
b) Les peines.....	279
c) Quelques éléments de droit pénal et de procédure pénale.....	279
2. L'abandon, le refus de reprise ou le refus d'entretien de son enfant ou d'un ascendant dans le besoin.....	280
a) Les éléments constitutifs.....	280
i) LES ÉLÉMENTS MATÉRIELS.....	280
ii) L'ÉLÉMENT MORAL: LE DOL GÉNÉRAL.....	282
b) Les peines.....	282
c) Quelques éléments de droit pénal et de procédure pénale.....	282
D. <i>La privation d'aliments ou de soins et le défaut d'entretien au préjudice d'un mineur ou d'une personne vulnérable</i>	283
1. La privation intentionnelle d'aliments ou de soins au préjudice d'un mineur ou d'une personne vulnérable.....	283
a) Les éléments constitutifs.....	283
i) LES ÉLÉMENTS MATÉRIELS.....	283
ii) L'ÉLÉMENT MORAL: LE DOL GÉNÉRAL.....	284
b) Les peines.....	284
c) Quelques éléments de droit pénal et de procédure pénale.....	285
2. Le défaut d'entretien d'un mineur ou d'une personne vulnérable.....	285
a) Les éléments constitutifs.....	285
b) Les peines.....	286
c) Quelques éléments de droit pénal et de procédure pénale.....	286
Section 2	
Les infractions liées au mariage et à la cohabitation légale.....	286

A. <i>Le consentement des époux et des cohabitants légaux</i>	286
1. Le mariage et la cohabitation légale simulés	287
a) Le mariage simulé	287
b) La cohabitation légale simulée	288
c) Les peines	288
2. Le mariage et la cohabitation légale forcés	290
3. La compétence d'annulation du juge répressif	290
B. <i>La bigamie</i>	291
1. La répression de la bigamie	291
2. Quant à la cohabitation légale	292
 Section 3	
Les violences intrafamiliales	293
A. <i>Le harcèlement entre partenaires et ex-partenaires</i>	293
1. Les éléments constitutifs	293
a) Les éléments matériels	293
i) LE FAIT DE HARCELER AUTRUI	294
ii) UNE ATTEINTE GRAVE À LA TRANQUILLITÉ D'AUTRUI	294
b) L'élément moral: le dol général	295
2. Les peines	296
3. Quelques éléments de procédure pénale	296
B. <i>Les violences physiques</i>	297
1. Le meurtre et ses diverses espèces	298
a) Le parricide	298
b) L'infanticide	298
2. Les lésions corporelles volontaires	298
a) La minorité ou la vulnérabilité particulière de la victime	299
b) Les liens de parenté (et assimilés) unissant l'auteur et la victime	299
c) Les liens conjugaux unissant l'auteur et la victime	300
C. <i>Les violences sexuelles</i>	301
1. Les abus sexuels commis par un membre de la famille	301
a) L'incrimination limitée de l'inceste	301
b) Les peines	303
c) Quelques questions particulières de procédure pénale	304
i) LA PRESCRIPTION DE L'ACTION PUBLIQUE	304
ii) LA RÉGLEMENTATION DE L'AUDITION DES MINEURS	305
iii) LA FIN DE LA COMPOSITION COLLÉGIALE DES CHAMBRES CORRECTIONNELLES EN MATIÈRE DE MŒURS	305
2. Le viol entre partenaires	305
D. <i>L'interdiction temporaire de résidence</i>	306
1. Définitions	307
a) Les faits ou circonstances démontrant une menace grave et immédiate pour la sécurité (les violences domestiques)	307
b) Les personnes occupant la même résidence	308
2. La durée de l'interdiction	308

3. La procédure devant le tribunal de la famille	309
4. Les éléments constitutifs de l'infraction et les peines	311
E. <i>Les conséquences civiles des violences intrafamiliales</i>	311
Section 4	
Les infractions liées aux obligations alimentaires	312
A. <i>L'abandon de famille</i>	312
1. Les éléments constitutifs	312
a) Les éléments matériels	312
i) UNE OBLIGATION ALIMENTAIRE LÉGALE	312
ii) UNE DÉCISION JUDICIAIRE CONSACRANT L'OBLIGATION ALIMENTAIRE QUI NE PEUT PLUS ÊTRE FRAP- PÉE D'OPPOSITION OU D'APPEL, OU UNE CONVENTION DE DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL OU UNE CONVENTION RÉGLANT LA PENSION ALIMENTAIRE APRÈS DIVORCE POUR DÉSUNION IRRÉMÉ- DIABLE	316
iii) UN DÉFAUT DE PAIEMENT PENDANT PLUS DE DEUX MOIS	319
b) L'élément moral: le dol général	321
2. Les peines	323
3. L'action civile	324
4. Quelques questions particulières de procédure pénale	325
a) Le préalable facultatif de la conciliation	325
b) La compétence territoriale des juridictions pénales	325
c) La prescription de l'action publique	325
B. <i>L'organisation frauduleuse d'insolvabilité</i>	326
1. Les éléments constitutifs	326
a) Les éléments matériels	327
i) L'ORGANISATION DE L'INSOLVABILITÉ	327
ii) L'INEXÉCUTION D'UNE OBLIGATION	328
iii) ÉLÉMENTS CUMULATIFS, MAIS NON NÉCESSAIREMENT SIMULTANÉS	329
b) L'élément moral: le dol spécial	330
2. Les peines	330
3. L'action civile	330
4. Quelques questions particulières de droit pénal et de procédure pénale... ..	331
a) La prescription de l'action publique	331
b) Le recours, par la victime, à la citation directe	331
c) L'extinction conditionnelle de l'action publique au profit des coauteurs et des complices	332
Section 5	
Les infractions liées au patrimoine de la famille	332
A. <i>Exemption de peine en vertu de l'article 462 du Code pénal</i>	332
1. Champ d'application	333
a) Quant aux infractions	333
b) Quant aux personnes	333
c) Exception	333
2. Les effets	334

B. <i>Le faux serment lors d'un l'inventaire</i>	334
1. Les éléments constitutifs.....	335
a) Les éléments matériels.....	335
i) UN SERMENT.....	335
ii) L'ALTÉRATION DE LA VÉRITÉ DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE D'INVENTAIRE.....	335
b) L'élément moral: le dol général.....	336
2. Les peines.....	337
C. <i>La destruction et le détournement d'objets saisis</i>	337
Section 6	
Les autres causes absolutoires découlant des liens familiaux.....	338
<i>Conclusion</i>	339
 7 	
Éléments de droit comptable et de droit des sociétés en relation avec le droit familial	
Olivier D'Aout avocat maître de conférences à l'U.Lg. co-directeur de la licence spéciale en fiscalité de l'U.C.L.-Mons membre du Tax Institute de l'U.Lg.	
<i>Introduction</i>	342
Section 1	
Le patrimoine familial.....	343
A. <i>Principes</i>	343
B. <i>La séparation de biens</i>	343
B. <i>Le régime légal</i>	344
Section 2	
Les revenus de la famille.....	346
A. <i>Principes</i>	346
B. <i>Exemple</i>	347
1. Bilan.....	347
2. Comptes de résultat.....	351
3. Comptes d'affectation.....	355
C. <i>Les rémunérations proprement dites</i>	356
1. Règles de droit.....	356
2. Applications <i>in concreto</i>	359

D. <i>Les avantages de toute nature</i>	361
1. Règles de droit.....	361
2. Applications <i>in concreto</i>	363
E. <i>Les rémunérations différées</i>	364
1. Règles de droit.....	364
2. Applications <i>in concreto</i>	366
F. <i>Les tantièmes</i>	366
1. Règles de droit.....	366
2. Applications <i>in concreto</i>	367
G. <i>Les bénéfices non distribués de la société</i>	368
1. Règles de droit.....	368
a) Généralités – Revenus à prendre en considération.....	368
b) L’impact éventuel sur l’impôt des sociétés	369
c) Les taux de taxation au précompte mobilier.....	370
2. Application <i>in concreto</i>	371
a) Impact du taux d’impôts des sociétés	371
b) Distribution théorique au taux de précompte mobilier de base	372
c) Distribution théorique au taux de précompte mobilier réduit.....	372
H. <i>Le compte courant gérant ou associé</i>	373
1. Règles de droit.....	373
2. Applications <i>in concreto</i>	374